

# Bulletin mensuel



Commission  
de la construction  
du Québec

## Novembre 2013

- L'activité trébuche dans l'industrie de la construction au mois de novembre, passant à 151,7 millions d'heures, en termes annualisés, soit une baisse de 4,5 % par rapport à octobre (158,8). Tous les secteurs sont en perte de vitesse.
- Avec un nombre brut de 17,5 millions d'heures rapportées en novembre 2013, la construction assujettie à la Loi R-20 enregistre une baisse abrupte de 10 % si on compare au même mois en 2012. Malgré tout, ce sont 117 000 travailleurs couverts par les conventions collectives de la construction qui ont œuvré sur les chantiers du Québec en novembre.



### Les secteurs

- Le secteur *génie civil et voirie* est celui qui enregistre le plus fort repli. L'activité en termes annualisés chute de 10 % par rapport à octobre, à 31,6 millions d'heures. Il s'agit d'un brusque retour aux faibles niveaux observés au début de l'année et le prochain mois dira s'il s'agit ou non d'un repli occasionnel. Les régions de Montréal et Québec enregistrent toutes les deux des baisses marquées de l'ordre de 12 % et 21 % respectivement par rapport à 12 mois plus tôt.
- Le secteur *industriel* continue sa glissade et atteint un nombre de 12,7 millions d'heures en termes annualisés. Ce niveau d'activité est équivalent à ce que l'on pouvait observer au printemps 2011. Concrètement, ceci représente une perte d'activité de 32 % par rapport à l'an dernier, en termes bruts. Encore une fois, Montréal écope et baisse de 18 % par rapport à 12 mois plus tôt.
- Le secteur *institutionnel et commercial* est également en recul (-2 %), avec 79,4 millions d'heures en termes annualisés. La région du Grand Montréal accuse un retard de 3 % par rapport à 12 mois plus tôt, alors que la région de Québec est stable.
- Le secteur *résidentiel* retourne dans sa tendance baissière en novembre. Avec un total de 28 millions d'heures en termes annualisés, le secteur se replie de 4 % par rapport à octobre. Comparativement à 2012, le recul est de 13 %.



Les données portent sur les salariés et les employeurs assujettis à la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (Loi R-20). Elles ne concernent que les travaux couverts par la loi, soit environ les deux tiers des travaux de construction, selon les estimations de la CCQ.

Pour plus de renseignements, contacter la Direction de la recherche et de la documentation par téléphone au 514-341-7740 (poste 6423), par courriel à [etudeséconomiques@ccq.org](mailto:etudeséconomiques@ccq.org) ou consulter notre site internet [www.ccq.org](http://www.ccq.org).